



Caen



ouest-france.fr du 18 octobre 2022



Quotidien Ouest-France du 19 octobre 2022



684 mots

# Elles expliquent pourquoi elles ont manifesté

Les manifestations et les rassemblements se sont multipliés à Caen hier. Dans les différents cortèges, des grévistes expliquent les raisons qui les ont poussées à être dans la rue.

## Témoignages

Séverine Marotel, auxiliaire de vie à Caen

Une quinzaine de salariés de la société de services et d'aide à domicile Domidom, du groupe Orpéa, ont manifesté hier, devant l'agence.

**« Aujourd'hui nous sommes en grève. Pour la plupart d'entre nous, c'est une première fois, afin de dénoncer nos conditions de travail. Nous n'avons plus le choix, nous n'avons plus les moyens. Chez Domidom, les salariés sont sous-payés, nous sommes augmentés de cinq centimes par an au bout de deux ans d'ancienneté.**

**Nous utilisons nos véhicules personnels, nous sommes indemnisés à hauteur de 31 centimes du kilomètre [...]. Nous n'avons pas de prévoyance professionnelle, sachant qu'il est plus dangereux de travailler dans l'aide à domicile que sur un chantier [...]. Pour être payé de nos heures supplémentaires, il faut attendre la fin de l'année en cours et nous attendons toujours la prime Covid [...]. Pour nous souhaiter de belles fêtes de fin d'année, l'entreprise nous offre 30 € en chèques-cadeaux. Nous aurions préféré un 13<sup>e</sup> mois pour la reconnaissance professionnelle. »**

Contactée, la direction de Domidom n'a pas souhaité répondre aux revendications des salariés grévistes.

Yasmina Herbert, factrice à Carpiquet

Devant la direction de la Poste, rue du Clos-Beaugeois, postières et postiers s'étaient donné rendez-vous, à 10 h 30. En haut de la pile de leurs revendications ? Une hausse généralisée des salaires. Une petite vingtaine avait répondu à l'appel, lancé la veille par Sud PTT 14.

**« Pour les salariés (non-fonctionnaires), il y a une négociation annuelle des salaires, mais la dernière revalorisation était de 1,5 %... C'est loin de l'inflation et les fins de mois sont compliquées. Nous demandons une augmentation de 10 %. Avec les années d'ancienneté, on a à peine 100 € de plus. J'aime mon métier mais le problème, c'est qu'on ne se retrouve pas dans les évolutions de la Poste. On n'arrive pas à se projeter, ils avancent tellement vite. Est-ce qu'on distribuera encore du courrier dans sept/huit ans ? Je ne sais pas, mais il me reste vingt ans à faire... »**

Amélie Marie-Carlier, professeur en lycée pro

Hier matin, environ 600 enseignants des lycées professionnels de Normandie ont manifesté contre la réforme annoncée dans les lycées pros à la rentrée 2023.

**« Cela fait dix-neuf ans que j'enseigne en lycée général, technologique et, depuis sept ans, en lycée pro à Rabelais. Je suis contre cette réforme, car elle ne répond qu'à des logiques professionnelles et économiques.**

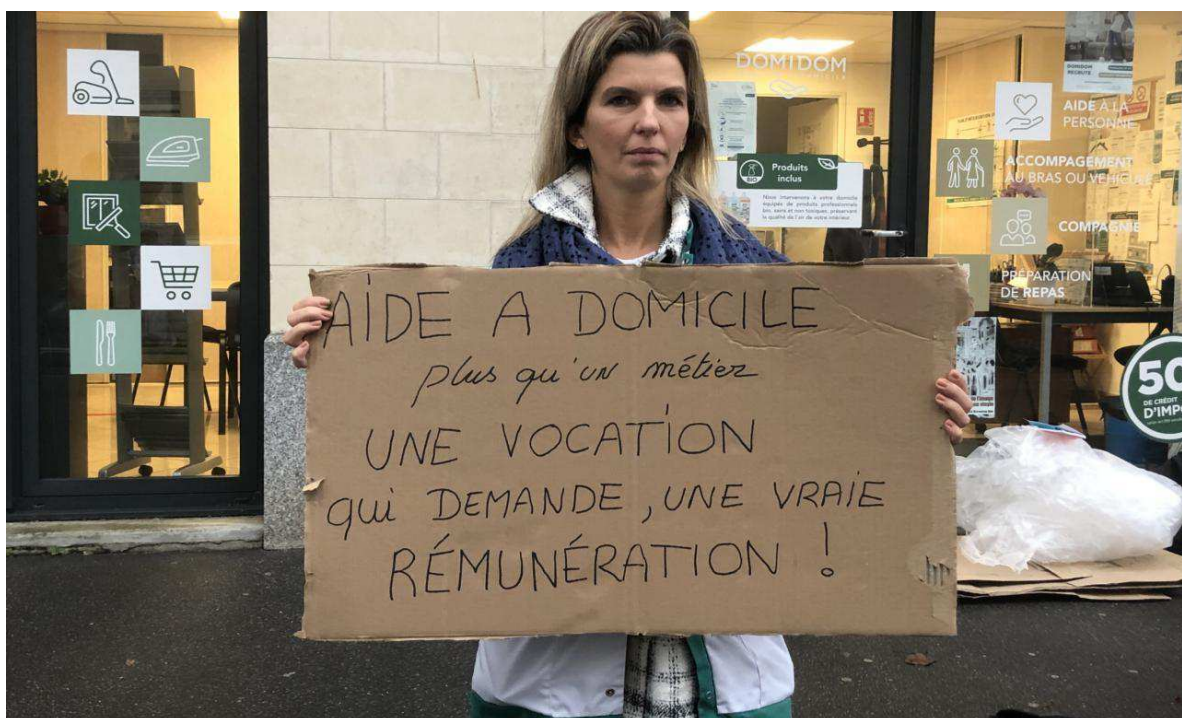
**Je pense qu'il faut rétablir l'obtention du bac pro en quatre ans. Beaucoup de jeunes ont besoin de retrouver de la confiance. Aujourd'hui, à la sortie d'une classe de seconde pas vraiment professionnalisante, on leur demande d'apprendre un métier en deux ans. Nous ne sommes pas contre l'apprentissage, bien au contraire, mais il faut un accompagnement adéquat. »**

Deborah Lelièvre, aide-soignante au CHU de Caen

17 h 30, lors du rassemblement interprofessionnel devant la préfecture, Deborah Lelièvre, déléguée CGT du CHU, témoigne de la dégradation des conditions de travail.

**« Je suis aide-soignante en hémodialyse depuis neuf ans et j'ai commencé à travailler au CHU il y a quinze ans. À cette époque, on était cinq voire six le matin. Elles sont désormais trois dans le service où j'ai débuté. On avait le temps de s'occuper vraiment des patients et des familles quand elles étaient inquiètes. Les effectifs ont commencé à baisser, entraînant une dégradation des conditions de travail et de la prise en charge du patient par manque de temps.**

Quand on doit aussi nourrir dix patients et que nous ne sommes que deux, c'est très compliqué. Ce que le personnel hospitalier demande, plus qu'une hausse de salaire, ce sont des conditions de travail décentes leur permettant de rentrer chez eux sans avoir peur d'être rappelés sur leur temps de repos ou de voir leur planning changer constamment. Les vacances sont reculées, voire écourtées. Au CHU, on est en manque de personnel chez les aides-soignantes, les manipulateurs radio, les infirmiers... »



De gauche à droite et de haut en bas : Yasmina Herbert, Séverin Marotel, Amélie Marie-Carlier et Deborah Lelièvre. . Ouest-France

